

De l'indépendance politique au pouvoir des travailleurs

Pour beaucoup, Ceylan n'est encore qu'une île située quelque part au large de l'Inde. On sait aussi que le thé y pousse. Le malheur des travailleurs des plantations de Ceylan est qu'il ne pousse et ne se récolte pas sans peine, s'il ne leur rapporte guère. Mais cela qui jusqu'à maintenant a fait les beaux jours de grandes sociétés anglaises et de leurs compères, les bourgeois ceylanais, ne semble plus devoir aller longtemps de la même façon. Le flot révolutionnaire qui submerge ces pays d'Extrême-Orient et devant lequel perdent pied les impérialistes montre vers Ceylan. L'île si riante, si belle et si paisible autrefois qu'on l'avait appelée la Suisse de l'Asie, va très certainement dans les mois qui viennent donner l'occasion de faire parler d'elle. Et ce qui se prépare à Ceylan n'est rien moins que la montée vers le pouvoir du Lanka Sama Samaja Party, section ceylanaise de la IV^e Internationale.

L'île est petite auprès de l'Inde, de la Chine, du Japon, de l'Indonésie ; l'événement serait de très grande importance, après la faillite du Parti Communiste Indien au Kérala, les funestes attermolements du Parti Communiste en Indonésie, l'absence de perspectives du Parti Communiste japonais. Les choses ne sont pas encore acquies, l'ours n'est pas encore tué ; voyons plutôt comment se présente la situation.

UNE BOURGEOISIE ETROITEMENT ALLIÉE AUX IMPÉRIALISTES

Avant même la colonisation britannique, Ceylan dut à sa position géographique de subir successivement la domination portugaise puis hollandaise. A quelques milles à l'Est de l'extrême-sud de l'Inde, elle commande le golfe du Bengale. De l'Europe à la Chine, à Java, Colombo, la principale ville, offrait une étape utile. Les Anglais ne pouvaient manquer de s'intéresser de près à la question, ils y construisirent et y ont toujours une très importante base navale. Ajoutons que les sociétés anglaises exploitaient très systématiquement un pays où poussait aussi bien le thé et l'arbre à caoutchouc, sans compter la noix de coco et quelques autres productions mineures. Encore actuellement 50 % des plantations de thé et plus encore de celles de caoutchouc sont entre les mains de capitalistes britanniques. En effet, depuis 1946, date où l'Angleterre octroya son indépendance à l'île dans le cadre du Commonwealth, la bourgeoisie ceylanaise n'a jamais eu envie d'attenter à un système dont découlait et depuis assez longtemps sa propre prospérité. La grande bourgeoisie ceylanaise, tout com-

me les sociétés anglaises de l'île, tire l'essentiel de ses revenus de l'exploitation de plantations de thé, de caoutchouc, du commerce qui s'en fait ou plutôt de l'exploitation des ouvriers des plantations et des transports.

Il ne pouvait donc être question pour cette bourgeoisie non seulement de porter atteinte aux biens des capitalistes anglais à Ceylan, mais même d'orienter différemment l'activité économique de l'île. Il aurait été nécessaire de diminuer considérablement la part des cultures d'exportation au profit du riz et des autres cultures vivrières, mais cela aurait diminué les bénéfices commerciaux importants qui résultent des exportations vers l'Angleterre et l'Europe.

De la même façon, une industrialisation même limitée risquait d'introduire des différends avec les compagnies anglaises, d'accroître le coût des salaires,

alors que la prospérité des grands planteurs et commerçants ceylanais ne justifiait absolument pas ces mesures. Enfin et surtout, face aux produits manufacturés des pays impérialistes, l'industrie privée ne pouvait espérer que de très faibles taux de profits, un rendement dérisoire des capitaux. Une industrie d'Etat un tant soit peu développée pouvait bien sûr, se dispenser de ces préoccupations, mais elle exigeait un contrôle étroit du commerce extérieur, peu propice au fructueux développement des exportations et importations de et vers les pays impérialistes.

Déjà sa prospérité avait écarté la bourgeoisie ceylanaise, de toute velléité de direction du mouvement d'indépendance, au contraire de la bourgeoisie indienne moins bien récompensée de ses services. Elle présentait toute garantie pour les capitalistes anglais.

LE PATRIMOINE BRITANNIQUE EN BONNES MAINS (1948-1956)

Des premières élections qui suivirent l'indépendance résulta un gouvernement du parti de la bourgeoisie ceylanaise l'U.N.P. (Parti de l'Union Nationale). On vient de voir les raisons de son attachement à l'impérialisme anglais. On comprend donc qu'elle trouva parfaitement normal de maintenir le curieux état de choses existant. Dans ce pays grand comme un huitième de la France et peuplé alors d'un peu moins de 8 millions d'habitants, où la nature est luxuriante, une part considérable des vivres consommés est importée. C'est que l'essentiel des terres sont entre les mains des sociétés anglaises et des gros propriétaires fonciers (tableau 1). Et sur ces terres ce n'est pas du riz qui est cultivé, mais bien du thé, du caoutchouc, des noix de coco, tous produits d'exportation. En fait, alors que 70 % de la population vivent à la campagne, les cultures vivrières ne représentent que 0 ha 08 par habitant de l'île. La grande majorité des paysans travaille dans les grandes plantations. Et leur lopin de terre n'est guère plus que le jardin potager de nos ouvriers de banlieue. Ceci donne à la paysannerie ceylanaise un caractère bien particulier et indique en

même temps à quels problèmes il y a à faire face.

Or le gouvernement de l'U.N.P. se montra très soucieux des intérêts de l'impérialisme, de ceux de la bourgeoisie ceylanaise, mais fort peu de ceux de la masse du peuple. Non seulement aucune peine, même légère, ne fut faite aux sociétés et propriétaires fonciers, mais de plus les mesures tendant à l'extension des cultures vivrières furent extrêmement réduites et sans grande portée.

L'industrie encore à l'état embryonnaire resta une préoccupation de troisième ordre pour cette bourgeoisie qui tirait bien davantage de profits de l'agriculture et du commerce qu'elle n'aurait pu le faire d'une industrie incapable de rivaliser bien entendu avec celle des Etats impérialistes. Cela se traduit d'ailleurs fort bien dans les dépenses effectuées au titre du programme de développement de 1947-53. Sur une dépense globale de 1.246,4 millions de roupies, seulement 65,4 millions furent consacrés à l'industrie. Cependant l'agriculture reçut 518,8 millions, 74,2 millions furent consacrés à l'énergie. Et les transports et communications, si nécessaires pour l'acheminement des den-

TABLEAU I

Répartition des terres en 1950 :

25 % des familles de paysans ne possèdent pas de terre
50 % en possèdent moins de 0 ha 40 par famille
66 % en possèdent moins de 0 ha 80.